



**SECTION**  
**DEL'**  
**ALLIER**

Syndicat **F**orce **O**uvrière DGFIP  
Section locale **FO** DGFIP de l'Allier  
Quai Forey  
03100 MONTLUCON  
Tél : 06-66-09-42-04  
Mail : [fo.ddfip03@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip03@dgfip.finances.gouv.fr)  
Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/003/>

« Si celui qui lutte peut perdre, celui qui ne lutte pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

## DÉCLARATION LIMINAIRE DU CTL DU 2 OCTOBRE

Mme la Présidente, vous nous réunissez ce jour pour un CTL concernant plusieurs restructurations qui frappent le réseau de la DGFIP.

Tout d'abord Force Ouvrière a refusé de céder au chantage de Mme Lebranchu concernant le PPCR (Parcours Professionnel Carrière et Rémunérations). La ministre de la fonction publique a essayé d'entourlouper les syndicats en liant des réformes RH à une « revalorisation salariale ». Cependant une augmentation hypothétique de 30€ pour un agent de catégorie C ne saurait justifier un abandon des statuts ministériels et particuliers. Le seul objectif des politiciens actuellement est d'abolir les statuts de la fonction publique. Notre ministre banquier, M Macron, l'a annoncé publiquement récemment... Mme Lebranchu a été très clair lors de sa visite à Moulins : elle souhaite un seul statut et un seul régime indemnitaire... L'annonce faite par M Valls a achevé le dialogue social en France et par conséquent la république française. Force Ouvrière va se battre jusqu'au bout contre cette réforme !

La réforme territoriale qui nous est imposée va sans aucun doute signer la mort des départements et de la région Auvergne. Lyon va devenir le centre de cette région et de nombreux agents vont être forcés de changer de travail et se retrouveront éloignés de leur famille. Les missions vont partir vers Lyon avec certainement des antennes en Auvergne jusqu'à la suppression totale. Le dernier rapport de l'IGF sur la DGFIP confirme cela et demande la privatisation du secteur communal. Le prélèvement à la source va transférer le travail sur le secteur privé et permettre aussi des milliers de suppressions d'emplois.

**FO DGFIP** exige l'arrêt de ces réformes qui vont détruire la République Française par le biais de ses administrations. Les usagers qui ne se trouveront pas dans la capitale régionale seront défavorisés et n'auront d'accès aux administrations que par le biais d'internet. Nous ne voulons pas d'une société déshumanisée !

Revenons en au projet de suppression des trésoreries d'Ebreuil, de Lurcy et au passage en comptabilité commerciale pour les OPH de Montluçon et Commentry. **FO DGFIP** dénonce la méthode employée par la Direction Générale pour justifier les fermetures de structures. Les sous effectifs récurants, les refus de mutations et les vacances d'emplois poussent à bout les agents en place et les pousse à demander eux mêmes la fermeture de leur poste ! Concernant la fermeture de Lurcy, nous trouvons étrange de transférer l'activité de ce poste

qui dépend de la RAN de Moulins sur le poste de Cérilly qui dépend de la RAN de Montluçon. Les agents en place vont donc devoir jongler entre les SIP de Moulins et Montluçon, compliquant leur travail. L'argument que vous utilisez concernant les économies de loyer et la dématérialisation démontre bien l'aspect purement financier qui pousse la direction à réduire le nombre d'implantations.

**FO DGFIP** s'oppose à la spécialisation forcée en poste EHPAD de la trésorerie de Bellerive. L'éloignement non négligeable entre Ebreuil et Bellerive ne va pas faciliter les échanges entre ordonnateurs et comptable et les usagers vont se retrouver coupés des services publics auxquels ils peuvent prétendre.

Le passage en comptabilité commerciale des OPH de Montluçon et Commentry est un exemple concret des abandons de mission qui nous attendent et à la privatisation progressive de nos missions. **FO DGFIP** refuse ce transfert et demande l'application de la parole du Directeur Général qui annonçait qu'il n'y aurait aucun abandon de mission à la DGFIP !

Quant à la campagne IR, votre bilan nous présente une situation idyllique !!!!

Moins d'accueil physique, moins d'appels téléphoniques.... La fermeture des services certains jours n'y serait-elle pas pour quelque chose ? Ou bien serait ce la méthode de comptage ? L'accueil hors boîte n'est pas pris en compte par le gestionnaire de file d'attente et les appels téléphoniques ne transitent pas uniquement par la plate forme. Bon nombre d'usagers ont en effet compris qu'en appelant les autres services des Centres des finances publiques, les communications avaient plus de chance d'aboutir !

Les agents des SIP dont la conscience professionnelle n'est plus à démontrer, ont effectué encore une fois un travail de titan en saisissant les déclarations dans les délais. Le manque criant d'agent, le stress et les pressions de toutes parts ont rendu leurs conditions de travail insupportables. Ils ont aussi fort apprécié l'annonce en fin de campagne IR de l'arrivée future du prélèvement à la source auquel FO-DGFIP est opposé. Ceci témoigne d'un véritable mépris pour les personnels et leur investissement professionnel .

Les chiffres du TBVS montre une hausse de 11,7 % des congés maladie et un doublement des fiches de signalement entre 2013 et 2014. Cela montre que les agents ont atteint le point de rupture et que vous n'avez pas entendu nos alertes. Ce ne sont pas les futures suppressions d'emplois et restructurations qui vont améliorer la situation ! L'augmentation de 66 % de signalement de violences physiques ou verbales d'origine externe nous inquiète et nous vous demandons de faire le nécessaire pour que cela cesse. Cela fait des années que le TBVS nous montre que la DGFIP a de la température mais vous ne faites rien pour la faire baisser. **FO DGFIP** revendique le recrutement du nombre d'agents nécessaire au bon exercice de nos missions. C'est le cœur du problème et vous seul pouvez faire le nécessaire.

La réforme de l'entretien professionnel a obtenu le résultat désiré par la direction générale : les appels en CAPL et CAPN ont quasiment disparu. C'est le fruit de la complexification du parcours de recours qui rebute les agents à faire valoir leur droit. C'est pourquoi **FO DGFIP** demande le retour à une note chiffrée avec des bonifications accordées sans contingentement pour tous les agents.

**FO DGFIP** dénonce l'attitude de la Direction Générale qui a procédé à un appel de candidatures pour intégrer l'EDR (Équipe Départementale de Renfort) et qui, une fois les agents mutés, a changé sans consultation des organisations syndicales les règles de gestion des EDR. C'est la preuve que la Direction Générale applique comme son gouvernement le

49.3 ! Quel dénis de la démocratie !

Étant donné l'autisme de la DGFIP à nos arguments donnés en CTR, CTM et CTL, les élus **FO DGFIP** ont décidé de quitter cette séance.